

Liberté économique et attractivité des Investissements Directs

Etrangers entrants en zone CEMAC

Economic freedom and attractivity of the Foreign Direct

Investments entering in zone CEMAC

Mathurin TCHAKOUNTE NJODA

Enseignant Chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Ngaoundéré

Laboratoire d'Economie Appliquée (LEA)

Cameroun

mtchakou@yahoo.fr

Donatien EZE EZE

Enseignant Chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Ngaoundéré

ezedonat@yahoo.fr

Raymond EKODO

Enseignant Chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Ngaoundéré

ekodo.raymond@yahoo.fr

Fadimatou DAMDAM GARGA

Monitrice Chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Ngaoundéré

fadidjamdouu@gmail.com

Date de soumission : 17/01/2022

Date d'acceptation : 04/04/2022

Pour citer cet article :

TACHAKOUNTE NJODA.M.N & AL (2022) «Liberté économique et attractivité des Investissements Directs Etrangers entrants en zone CEMAC», Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 3 : Numéro 4 » pp : 88 – 105 .

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



RÉSUMÉ

L'objectif de cet article est d'analyser l'effet de la liberté économique sur l'attractivité des Investissements Directs Étrangers (IDE) d'un échantillon représentatif des pays de la CEMAC¹ (Cameroun, Tchad, Congo, Guinée Equatoriale, Gabon et RCA) sur la période 1995-2018. Pour atteindre cet objectif, nous mobilisons à la fois des outils sur le plan théorique et empirique. Pour cela, en nous appuyant sur la méthodologie de Bobbo (2018), nous spécifions en panel dynamique, la relation qui définit les IDE en fonction des principaux déterminants de la liberté économique. L'estimation par la méthode des moments généralisés en différences (Diff-GMM) de ladite relation aboutit à un résultat: la liberté fiscale affecte positivement et mais pas significativement l'attractivité des IDE. Cela signifie que les pays qui vont renforcer une plus grande liberté fiscale des activités économiques tireront davantage parti de la présence de sociétés multinationales. Ces résultats invitent les autorités politiques des pays de la zone CEMAC à renforcer des réformes fiscales à l'effet d'attirer davantage les IDE et faciliter l'accession de leurs pays à l'émergence.

Mots clés : Liberté économique; Liberté fiscale ; Attractivité ; IDE ; CEMAC.

ABSTRACT

This article aims to analyze the effect of economic freedom on the foreign direct investment (FDI) on the countries of CEMAC (Cameroon, Chad, Congo, Equatorial Guinea, Gabon and Central African Republic) over the period 1995-2018. To achieve this goal, we have mobilized theoretical and empirical tools. For that, based on Bobbo's (2018) methodology, we have specified in dynamic panel, the relationship that defines FDI according to the main determinants of economic freedom. The estimation by the method of the general moments (Diff-GMM) of that relation leads the result: the tax freedom has positive impact and but not significant on the attractiveness of FDI. This means that the countries that will consolidate or intensify a greater freedom of economic will gain more from the presence of multinational corporations. Those results indicate that political authorities of CEMAC zone have to strengthen economic freedom to attract more FDI attention and facilitate the access of their countries to emergence.

Keywords: Economic Freedom; Tax Freedom; Attractivity; FDI; CEMAC.

¹ Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

INTRODUCTION

A la faveur de la libéralisation économique, les Investissements Directs Étrangers, considérées par les pays en développement comme un facteur de domination et de réduction du bien-être social par la manipulation des transferts. Actuellement, on assiste à un changement radical, le comportement de suspicion est désormais remplacé par une politique de promotion d'investissement visant à drainer les capitaux étrangers. Ce changement est rendu possible grâce à un environnement économique mondial de plus en plus libéral (Chen et al., 2019).

Utilisés dans cette course aux capitaux étrangers, les instruments libéraux de politique économique qui sont pour la plupart la fiscalité (Cnuced, 2014 ; Adel et Mohamed, 2017 ; Djouadi, 2017). Le concept de la liberté économique selon Beach et Miles (2006) se définit comme un manque relatif des restrictions d'Etat à la production, à la distribution et à la consommation des marchandises et aux services ; au-delà des limitations nécessaires des individus. A cet égard, elle joue un rôle essentiel dans le programme d'action pour le développement économique.

Dans la littérature économique, plusieurs travaux théoriques et empiriques ont été menés pour montrer qu'il existe réellement une relation entre la liberté économique et l'attractivité des IDE. L'analyse des déterminants institutionnels économiques² sur l'attractivité des IDE va se poursuivre dans cette optique où il y a un enjeu que l'on ne peut pas négliger. Dans ce cas il est nécessaire d'examiner l'effet de la liberté fiscale sur l'attractivité des IDE dans la zone CEMAC. Les observations chiffrées de la Fondation Héritage (2018) en zone CEMAC montrent que la liberté économique est moins libre, qu'elle est parfois réprimée, (0% et 49%). Ainsi, sur la période 1995-2018 une variation négative de l'indice moyenne (-1,7 ; -0,1 ; -1,0) signifie respectivement que le Gabon, Congo et la Guinée équatoriale ont faiblement amélioré la liberté économique durant cette même période. En revanche une variation positive de l'indice moyenne (+0,5 ; +0,6 ; +0,8) signifie respectivement que le

² La fondation Heritage mesure la qualité des institutions économiques par dix variables : la liberté des affaires (nombre, rapidité et coûts des procédures), la liberté du commerce (obstacles tarifaires ou non au commerce), la liberté fiscale (poids des impôts et taxes), la taille du gouvernement (poids des dépenses publiques), la liberté monétaire (contrôle des prix niveau d'inflation), la liberté d'investissement (degré de restrictions sur les flux de capitaux internationaux), la liberté financière (restrictions sur les services financiers, les difficultés d'opérer dans le domaine bancaire, etc.) , les droits de propriété (influence du gouvernement sur la justice, non-respect du droit de propriété, expropriations, etc.), la corruption (l'indice de perception de la corruption publié par Transparency international) et liberté du travail (salaire minimum, degré de contrôle du gouvernement sur les marchés du travail, etc.)

Cameroun, Tchad, et la RCA ont nettement amélioré leur liberté économique sur la même période, il serait donc judicieux de poser la question suivante: La liberté fiscale aurait-elle un effet sur l'attractivité des IDE en zone CEMAC ?

La grille de lecture théorique souligne que plusieurs travaux ont été menés pour expliquer l'attractivité des IDE par le niveau de liberté économique. En effet, la liberté fiscale (absence de l'interposition du gouvernement ou réduction du poids des impôts et taxes) est essentielle pour faire des affaires, tant du pays d'origine et du pays d'accueil, car elle est très importante pour l'investissement direct étranger, c'est-à-dire qu'elle est un facteur explicatif des activités (Xu, 2018 ; Stoian et mohr, 2016, Hou et al., 2017).

Par contre d'autres travaux beaucoup moins récents, soutiennent par contre le contraire, à savoir que les IDE exercent une influence négative sur cette dernière, c'est-à-dire qu'elle est inefficace pour l'attractivité des IDE, (Razin et al., 1999 ; Stiglitz, 2000). Les travaux théoriques de Glaeser et al., (2004), montrent que la liberté fiscale présente des effets mitigés à l'attrait des IDE.

L'objectif du présent article est donc d'évaluer l'effet de la liberté économique sur l'attractivité des IDE en zone CEMAC.

Pour y parvenir, nous allons structurer le reste du papier ainsi dans un premier point faire la revue de la littérature traitant du lien entre du lien la liberté fiscale sur les IDE. Le deuxième point présente le modèle économétrique utilisé c'est-à-dire la méthodologie de l'étude avec un échantillonnage non probabiliste, ainsi que les sources de données. Le troisième point qui marque la fin de cette contribution aborde quant à lui les résultats ainsi que les recommandations.

1. REVUE SELECTIVE DE LA LITTERATURE

Cette partie analyse les fondements théoriques des canaux relatifs à la relation entre la liberté fiscale sur l'attractivité des IDE en zone CEMAC d'un angle (1.1) et de d'autre part elle analyse cette relation dans une vision empirique, sur la base de quelques controverses (1.2).

1.1. Revue de contribution Théorique

La littérature économique démontre qu'il existe une interaction entre la liberté fiscale et l'attractivité des IDE. Dans une tentative d'explication de leur raison d'être, son effet sur ces derniers et sur la manière de les attirer à l'instar de Bevan et Estrin, (2004). les auteurs Desbordes et Wei, (2017) et Garon et Paquet (2017) montrent que l'importance grandissante des multinationales et la mobilité accrue du capital amènent bon nombre de considérations

associées à des marges additionnelles devant être considérées dans le design d'un système fiscal. De plus Boadway et Tremblay (2014) traitent de plusieurs questions pertinentes à cet égard et mettent en avant une fiscalité des sociétés davantage fondée sur la rente économique. En outre Becker et al., (2012) trouvent aussi que le taux d'imposition, qui est un facteur explicatif de la fiscalité, joue un rôle significatif dans le choix de localisation. Aussi, une étude sur cette question nous provient de Zucman (2014) qui montre combien les taxes et l'impôt sont importants pour le développement des IDE dans le monde.

Allant dans cette même logique, Hsieh et Parker (2007) ont relevé qu'une baisse des taux d'imposition sur les bénéfices des entreprises accroît le montant de leurs fonds propres, ce qui leur permet d'augmenter de manière brusque leurs investissements. Ils notent également que pour les pays où le développement financier est faible, l'impôt sur les sociétés retire les fonds internes des firmes dans lesquelles la valeur marginale de ces fonds excède le taux d'intérêt réel. En fin de compte, la réforme fiscale a un effet positif sur les investissements à travers la réduction du coût du capital et l'augmentation des fonds propres de l'entreprise.

Les travaux de Heerden (2008) trouvent que l'activité économique est affectée directement par le niveau de la fiscalité. Au fil des temps, les économistes ont cherché à déterminer les effets de la pression fiscale sur l'activité économique (investissements). Par ailleurs, un faible taux d'imposition poussera les gens à payer leurs impôts. Il conclut ainsi que la réduction du taux d'imposition améliore l'investissement, l'épargne, incite les gens à travailler et aide les petites entreprises à se développer. En outre (Cebula et al, 2015) adhère au propos antécédent et stipule que le gouvernement doit baisser les prélèvements fiscaux spécialement pour ceux qui ont des revenus élevés car c'est grâce à ces revenus qu'on crée de l'investissement. Ceci montre que la liberté fiscale aurait un effet modérateur sur l'attrait des IDE.

Parlant des effets négatifs de la liberté fiscale sur les IDE, plusieurs études ont été réalisées. A titre d'illustration, une étude de l'OCDE (2018) montre que la concurrence fiscale autour de l'investissement direct étranger peut avoir des effets négatifs sur les recettes de l'impôt sur les sociétés, comme l'atteste sans doute déjà la forte baisse de ces recettes dans certains pays membres de l'OCDE. Fait intéressant, ces pays-là ont aussi les régimes fiscaux les moins attractifs pour les entreprises. En plus Shleifer et al., (2010) montrent que le taux d'imposition a un impact défavorable sur l'investissement global et l'activité entrepreneuriale. Dabla et Inchauste (2007) trouvent également que la croissance des entreprises formelles est

négativement affectée par les taux d'imposition élevés et les faiblesses de l'administration fiscale.

1.2. Revue de contribution Empirique

En parcourant la littérature empirique, l'on constate que de nombreuses études ont tenté d'évaluer la relation entre la liberté fiscale et l'attractivité des IDE. La plupart de ces travaux s'appuient sur des échantillons représentatifs de données recueillies aussi bien dans des pays développés qu'en voie de développement. Les contributions des économistes tels que Ainouche (1992) qui montre qu'en Algérie les incitations fiscales à l'investissement sont devenues des mesures communes prises par les gouvernements successifs au point d'être devenues des éléments du paysage économique et des composants quasi-permanents du système fiscal, en testant économétriquement cette relation. La politique algérienne, à travers le code des investissements et des lois de finance ne cessent de multiplier les mesures incitatives pour promouvoir l'investissement national et étranger. Il conclut donc en disant que l'incitation fiscale affecte positivement les IDE en Algérie. Pour cela, toute une pléiade de mesures, de facilitations et de garanties ont été mises en avant du pouvoir algérien depuis l'indépendance et à nos jours pour attirer les investisseurs.

En outre, Abdellah et Salah, (2018) démontrent au Maroc qu'une variation de l'impôt sur la société (IS) peut affecter l'investissement local, l'investissement direct étranger ainsi que la production. L'Etat use surtout, d'une manière souvent excessive, de ses prérogatives en matière d'impôt sur les entreprises. A travers des décisions de réduction de la charge des ponctions fiscales sur les ressources des unités de production, l'autorité publique vise à modifier le comportement des investisseurs en leur accordant la possibilité de participer à la création de la valeur tout en diminuant les retenues exercées par l'Etat sur les ressources créées. C'est le cas en 1987 avec le président camerounais Biya, (1987). Le cas du Maroc est une illustration concrète de la réussite de cette mesure d'incitation fiscale. En 2002, ce pays d'Afrique a été, d'après le rapport de la CNUCED (2002), le deuxième pays destinataire d'IDE sur le continent après l'Afrique du Sud. L'une des raisons de cette réussite est entre autres, dû à la mise en place du régime fiscal incitatif. Donc ce dernier affecte positivement et significativement les IDE dans ce pays.

En fait, il est évident que réduire les taxes et augmenter les mesures d'incitations auraient un effet catalyseur des décisions des firmes à investir. Les mesures fiscales qui soutiennent à l'investissement ont fréquemment été employées dans le passé (Ngouhouo, 2008).

Par ailleurs, la variation de l'impôt sur les sociétés (IS) a un effet direct sur l'investissement, via le coût d'usage du capital. Agir sur ce dernier, est l'un des outils recommandé au gouvernement pour booster l'investissement direct étranger. D'un autre côté, une hausse de l'IS emmènera les entrepreneurs à aller chercher ailleurs où investir leur argent dans un pays qui dispose de taux faibles. Ceci est dit, qu'une augmentation de l'IS aura un effet repoussoir des investisseurs nationaux et étrangers en termes d'investissement direct étranger. Toutefois, cette baisse des taux d'imposition peut donner lieu à une concurrence fiscale entre les PED (Wilson, 1999). La tendance baissière des taux d'imposition liée à la concurrence fiscale a des effets pervers sur les investissements publics puisqu'elle entraîne une baisse des recettes de l'Etat qui peut se retrouver dans l'incapacité de financer ses investissements dans les infrastructures (Keen et Marchand, 1996 ; Borck et al., 2006). Au regard de toute cette littérature, nous constatons qu'il y a peu étude faite jusqu'aujourd'hui sur l'impact de la liberté économique sur l'IDE. Ce présent travail vient donc comme valeur ajoutée cette insuffisance.

Celle-ci n'a pas qu'apporter une contribution positive car (Cassette, 2007 ; Lim, 2001) ont démontré les gouvernements qui n'ont pas trouvé d'influences probantes des mesures d'incitations fiscales sur les décisions d'investissement des firmes étrangères, contrairement aux zones franches où des grappes industrielles qui offrent des avantages industriels plus efficaces, grâce à l'externalité marshallienne. Arnold et Schwellnus (2008) utilisent également un échantillon d'entreprises des pays de l'OCDE sur la période 1996-2004 pour analyser les effets de l'imposition des entreprises sur la productivité et l'investissement. Il en ressort que les impôts sur le revenu des entreprises ont un effet négatif sur leur productivité et cet effet est remarqué pour les petites et les jeunes entreprises. En outre, (Gauthier, 1996 ; Donsi, 2014) identifient les barrières au développement du secteur manufacturier en présence des programmes d'ajustement structurel (PAS). Son étude basée sur un échantillon de 210 entreprises manufacturières révèle que 24 % des entreprises rapportent d'importantes contraintes liées à la taxation, donc la fiscalité présente un impact négatif sur l'investissement. Au regard de tout ce qui précède, il est important de dire que celle-ci constitue aussi un frein à l'épanouissement des IDE dans ce planète.

2. CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ANALYSE

Sur le plan méthodologique, les considérations théoriques et les résultats empiriques illustrent cet apport. La présente partie aborde le choix des variables et la spécification du

modèle (2.1) et présente les données de l'étude, l'échantillon ainsi que la technique d'estimation (2.2).

2.1. Le choix des variables et la spécification du modèle

Il s'agit ici de définir nos variables utilisés dont ils ont été jugés importants en précisant leurs sources

2.1.1. Choix des variables et signes économiques attendus

La présente étude comprend une variable expliquée et des variables explicatives.

❖ Variable dépendante

Les Investissements Directs Étrangers (IDE) désignent les investissements par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente d'une économie étrangère. L'investissement net en pourcentage du PIB est évalué à partir des flux entrants nets des IDE. Ceux-ci améliorent l'efficacité globale d'une économie via la disponibilité des connaissances technologiques et organisationnelles transférables au reste de l'économie.

❖ Variables indépendantes

Liberté fiscale (FISC), qui consiste à rendre le système fiscal très souple et abordable aux investisseurs. La fondation Héritage mesure la liberté fiscale se traduit par le poids des impôts et celui des taxes dans les procédures d'investissement. Le signe attendu est positif.

Produit Intérieur Brut par habitant (PIB) : dans le cadre de cette étude, nous utiliserons le taux de croissance du PIB en pourcentage annuel pour dégager son influence sur l'investissement étranger. De manière générale, le taux de croissance permet de mesurer l'évolution d'une grandeur (chiffre d'affaires, PIB, volume d'affaires...) d'une période à une autre (d'une année à l'autre, d'un mois à l'autre...) (Mankiw et al., 1992). Le signe attendu doit être positif.

Formation Brut du Capital Fixe (FBCF) : le taux d'investissement est la part de l'investissement par rapport à la richesse produite, mathématiquement c'est le ratio de la formation brute de capital fixe de tous les agents économiques (gouvernements, entreprises, ménages) rapporté au PIB et exprimé en pourcentage. Il permet de connaître le pourcentage de la richesse consacré à l'investissement chaque année. Il peut également favoriser le désenclavement des régions pauvres et leur permettre d'accéder à des opportunités plus importantes (Estache, 2003). Son signe doit être positif.

Taux de croissance de la population (POP) : Selon Barro (2000) et Malthus (1798), la croissance économique est négativement liée au taux de fertilité. Ainsi, avoir plus d'enfants

dans la même famille va engendrer un taux de croissance de la population plus élevé. Une baisse du PIB par habitant. La mesure retenue ici est le taux de croissance de la population. De même dans le cadre des modèles de croissance exogène comme celui de Solow, une croissance de la population exerce un effet appauvrissant. La mesure retenue est le taux de croissance de la population. Le signe attendu est négatif.

Taux d'inscription (EDU) : Des taux de scolarisation plus élevés conduisent à un capital humain plus important, qui devrait être associé positivement (Gemmell, 1996). L'enseignement dans la région CEMAC en est témoin d'un certain nombre de changements ces derniers temps. Par ailleurs, la création des écoles la professionnalisation est venue compléter l'enseignement. Nous attendons également un signe négatif.

2.1.2. Spécification du modèle

Le choix du modèle économétrique à utiliser dans la présente contribution est fonction de l'objectif fixé, la disponibilité et la fiabilité des données et de la simplicité ou la robustesse des tests économétriques utilisés. Pour mettre en évidence l'impact de la liberté économique sur l'attractivité des IDE en CEMAC, nous nous appuyons sur la méthodologie proposée par Bobbo, (2018). Celle-ci consiste à estimer la relation qui définit les IDE en fonction de ses principaux déterminants sur un échantillonnage non probabiliste.

Ainsi donc, la modélisation économétrique est la suivante :

$$IDE_{i,t} = \beta_0 + \beta_1 IDE_{i,t-1} + \beta_2 EF_{i,t} + \beta_3 PIBT_{i,t} + \beta_4 FBCF + \beta_5 EDU + \beta_6 POP + \mu_t + \eta_t + \varepsilon_{i,t}$$

Où IDE représente les flux entrants des IDE, EF représente le vecteur la liberté économique, X le vecteur des variables de contrôle; i la dimension individuelle (pays), t la dimension temporelle ; μ la moyenne ; η le rendement et ε le reste de la perturbation (terme d'erreur); $\beta_0 ; \dots ; \beta_6$ sont les paramètres à estimer.

FBCF en pourcentage du PIB, défini comme le ratio formation brute de capital fixe / PIB. Un coefficient positif est attendu, comme il a été démontré que les parts d'investissement plus importantes étaient positivement liées à la croissance économique (Mankiw et al., 1992). EDU, le taux de scolarisation plus élevé conduit à un capital humain plus important, qui devrait être associé positivement (Gemmell, 1996).

2.2. Données, échantillon et méthode d'estimation du modèle

Il est important de savoir la provenance, l'échantillon sur lequel porte notre étude et la méthode qu'on utilise pour aboutir à nos résultats.

2.2.1. Les données et l'échantillon de l'étude

Ce travail considère un échantillon de Six (06) pays de la zone CEMAC, à savoir le Cameroun, le Tchad, le Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale et la République Centrafricaine. Le choix des pays sélectionnés pour cette étude est principalement dicté par la disponibilité de données fiables sur la période considérée. Le panel couvre la période 1995-2018. Les données sont essentiellement prélevées dans la base des données de la Banque Mondiale (World Development Indicators), CEMAC, annuaire 2019. Les autres variables de contrôle proviennent du World Development Indicators (WDI) (Banque mondiale, 2019) et de la fondation héritage (2019). L'index de la liberté économique est tiré de (Gwartney et al., 2015). Toutes ces données s'étendent de 1995 à 2018, période retenue pour notre étude.

2.2.2. Techniques d'estimation des paramètres du modèle

Les variables économiques étant rarement des réalisations de processus stationnaire, l'estimation de la relation entre la liberté fiscale et l'attractivité des IDE exige la mise en œuvre des techniques économétriques rigoureuses pour obtenir des estimations non fallacieuses. Il est donc nécessaire de recourir d'abord à un protocole de tests statistiques préliminaires (Tests de stationnarité et de Cointégration des variables sur les données en panel, Test descriptif et Matrice de corrélation des variables).

De ce fait, la méthodologie la mieux appropriée pour prendre en compte cette endogénéité semble être la méthode des moments généralisés (GMM) en prenant en compte l'échantillonnage non probabiliste. Cette technique permet de générer deux types d'estimateurs: l'estimateur d'Arellano et Bond (1991) ou GMM en différences (Diff-GMM) et l'estimateur de Blundell et Bond (1998) ou GMM en système (Sys-GMM). Pour le premier, la stratégie pour répondre aux différents biais (simultanéité, endogénéité, etc.) est de différencier les équations en niveau.

3. Résultats et Discussion

Les résultats obtenus suite aux données utilisées doivent être analysés, interprétés et discutés.

3.1. Résultats

Le tableau ci-dessous donne donc les résultats des régressions. Il est important de noter qu'il s'agit de donner des estimations robustes de la liberté fiscale sur l'attractivité des IDE.

Tableau 1: Effet de la liberté fiscale sur l'attractivité des IDE en zone CEMAC

Variables Indépendantes		Variable dépendante : IDE		
		Période:1995–2018		
		Diff-GMM		
		(1)	(2)	(3)
Constante		-10,178 (6,495)	21,458 (25,061)	58,860*** (22,017)
IDE retardée (IDE _{t-1})		0,238** (0,097)	0,325*** (0,114)	0,216 ** (0,086)
Liberté économique	Liberté fiscale (FISF)	0,011 (0,017)	0,0007 (0,011)	0,033 (0,021)
Économiques	Investissement (FBCF)	1,390*** (0,366)	/	1,462*** (0,464)
	Croissance du PIB (PIBHT)	1,650 (1,853)	/	4,285*** (1,373)
Démographiques	Education (EDU)		0,048*** (0,011)	1,820** (0,833)
	Population (POP)		-3,369 (3,955)	-13,117*** (4,034)
Nombre d'observations		75	75	75
Nombre de pays		6	6	6
Test de Wald		0,000	0,000	0,000
Effet fixe pays		OUI	OUI	OUI
Effet fixe temps		NON	NON	NON
AR (1)		0,086	0,070	0,073
AR (2)		0,143	0,115	0,147
Test de Sargan		0,243	0,377	0,467

Note : Les chiffres entre parenthèses sont les valeurs absolues statistiques t *** : significatif à 1% ; ** : significatif à 5% ; * : significatif à 10%.

Source : Auteure

3.2. Discussion

Dans le modèle (1), en prenant en compte particulièrement les variables économiques (formation brute du capital fixe et le taux de croissance de PIB par tête), les coefficients affectés à la variable dépendante retardée indiquent une persistance des IDE en CEMAC, et donc l'existence d'un effet d'agglomération des activités relatives aux IDE. De la même manière, ces résultats suggèrent que la présence des IDE dans un pays est un indicateur d'une attractivité dans le futur (Midjiyawa, 2015). Nous savons que toutes choses égales par ailleurs, une variation des IDE de l'année passée entraîne une variation de 0,238 des IDE, avec un coefficient significatif au seuil de 5%. Outre la FBCF qui explique qu'une augmentation d'une unité de

celui-ci entraîne une augmentation de 1,390 point des IDE, avec un coefficient significatif au seuil de 1% comme attendu (Aisen et Veiga, 2013).

Dans le modèle (2), en prenant individuellement en compte les variables démographiques (l'éducation et la population), la variable expliquée, plus précisément l'IDE retardée montre qu'une augmentation d'une indice de celui-ci entraîne une augmentation, son ampleur plus importante de 0,325 des IDE avec un coefficient significatif de 1% et le taux d'inscription à l'éducation (EDU), pour un indice de variation entraîne une augmentation de 0,048 du volume des IDE avec un coefficient significatif de degré 1%. Ceci montre que la liberté fiscale aurait un effet positif l'attractivité des IDE.

Le modèle (3), représente aussi l'effet de la liberté fiscale et toutes les variables explicatives (économiques et démographiques), toutes les variables explicatives à l'exception de la variable « liberté fiscale (FISF) », tous les coefficients affectés aux variables de contrôle ont de signe attendu et significatifs. La variable IDE_{t-1} est perceptible dans la mesure où une augmentation d'un point de ce dernier entraîne une augmentation de 0,216 du volume des IDE. Un coefficient significatif de 10% et son ampleur peu importante (0,325 à 0,216).

Ces résultats montrent que la liberté fiscale aurait un effet médiateur sur l'attractivité des IDE avec des coefficients non significatifs dans les colonnes (1), (2) et (3). Elle présente des coefficients respectifs 50% ; 94% ; 11,2%. Nos résultats vont en droite ligne avec les travaux qui ont établi les effets positifs de la bonne incitation fiscale sur l'attractivité des IDE dans les pays en développement en particulier la CEMAC, bien que non significatif, (Blomström et Kokko, 2003; Asiedu, 2006; Midjiyawa, 2015, etc.). Il faut donc convenir avec Gabriel, (2015), que les distorsions que la fiscalité entraîne pour l'activité économique, la taxation des entreprises influencent sur les décisions relatives à l'investissement direct étranger (IDE). Elle crée un écart entre les rendements des IDE avant et après impôt. Plus cet écart est important, moins il y aura d'incitation à procéder à des IDE dans les pays concernés.

Conclusion

Cet article a pour objectif d'examiner l'effet de la liberté économique sur l'attractivité des IDE en zone CEMAC. La technique d'estimation utilisée est celle de la méthode des moments généralisés (GMM), particulièrement en différences (Diff-GMM) avec un échantillonnage non probabiliste. Il ressort des différents résultats obtenus que la liberté fiscale affecte positivement l'attractivité des IDE en CEMAC.

Malgré les idées développées en faveur de celle-ci ; il faudra donc, dans la plupart des cas, adopter de mesures visant à élargir la base d'imposition tout en réduisant les taux avec la

mise en place d'un système d'autorités fiscales autonomes représentant une tendance des réformes de politique fiscale en Afrique et Promouvoir l'Afrique sur l'échelle du développement au moyen de l'investissement suppose qu'elle parvienne à attirer l'investissement grâce à un système fiscal transparent et fiable, tout en étant en mesure d'offrir des prestations publiques financées par ses recettes fiscales; ensuite, il est important d'instaurer la taxe sur la valeur ajoutée ; en plus l'abaissement des taux de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et sur les bénéficiaires des sociétés sera utile; de plus l'élargissement des bases d'imposition et la réduction des droits à l'importation et simplification de la structure des taux et enfin faire l'Etat doit faire tout son possible pour abolir les taxes à l'exportation et autres transactions importantes.

En effet, les politiques fiscales actuellement recommandées pour les pays en développement sont dans une large mesure les mêmes que celles qui sont préconisées pour les pays industriels observées en général. Pourtant les pays de la CEMAC ont besoin des politiques économiques propres à eux pour leur développement. Limitation du recours à des mesures d'incitation spécifiques en faveur des investisseurs, l'amélioration des systèmes fiscaux en CEMAC vont au-delà de l'obtention de taux d'imposition compétitifs donc ils seront incapables d'atteindre leurs objectifs de départ visés. Ces limites expliquent l'absence de consensus entre la liberté économique et l'attractivité des IDE en zone CEMAC, il sera préférable de trouver des consensus universels.

Références Bibliographiques

Adel, S. & Mohamed, S. (2017) : « la fiscalité comme élément attractive aux investissements directs étrangers : Cas de l'Algérie » Thèse de Doctorat en économie, Université Abderrahmane mira de bejaia. Algérie, paris 3 Sorbonne nouvelle.

Ainouche, M. (1992). L'essentiel de la fiscalité algérienne, Alger : Hiwarcom.

Arellano, M. & Bond, S. R. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *Review of Economic Studies*. 58(2), 277-297.

Asiedu, E. (2006). Foreign Direct Investment in Africa: The Role of Natural Resources, Market Size, Governmental Policy, Institutions and Political Instability. *The World Economy*, 29(1), 63-77.

BAD (2016). Rapport sur le développement en Afrique: croissance pauvreté et inégalité: lever les obstacles au développement durable. Banque Africaine de développement, 278.

- Barro, R. J. (2000). Government spending: A simple model of endogenous growth. *Economica Review*, 7(3), 94-99.
- Becker, S., Egger, P. & Merlo, V. (2012). How Low Business Tax Rates Attract MNE Activity: Municipality-level Evidence from Germany. *Journal of Public Economics*, 96 (9-10), 698-711.
- Bevan, A. A., & Estrin, S. (2004). The Determinants of Foreign Direct Investment into European Transition Economies. *Journal of Comparative Economics*, 32 (4), 775-787.
- Biya, P. (1987). *Discours : Pour le libéralisme communautaire*. Favre, Paris.
- Blomström, M. & Kokko, A., (2003): «The economics of foreign direct investment incentives». Working Paper 168. Bundesbank- Conference.
- Blundell, R. & Bond, S. (1998). Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115 -143.
- Bobbo, A. (2018). Volatilité de l'inflation, gouvernance et investissements directs étrangers entrants en Afrique sub-saharienne. *African Development Review*, 30(1), 86–99.
- Borck, R., Caliendo, M. & Steiner, V. (2006). Fiscal Competition and the Composition of Public Spending. *Theory and Evidence*, IZA Discussion Paper, 2428.
- Busse, M. (2003). Democracy and FDI, Hamburg Institute of International Economics. Discussion Paper, 220(1), 112-543.
- Cebula, R. J., Foley, M. & Capener, D. (2015). The Impact of Economic Freedom on the Unemployment Rate in OECD Nations: An Exploratory Study Accepting the Validity of Okun's Law. *Economia Internazionale*, 68(4), 423–436.
- Chen, D. Xin, Y. & Zhang, Z. (2019). Foreign direct investment comovement and home country institutions. *Journal of Business Research*, 95(8), 220–231.
- CNUCED (2014). *Rapport sur le Développement Economique en Afrique : Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique*. United Nations Publications, New York and Geneva, 14(1), 2-4.
- Desbordes, R. & Wei, S. J. (2017). The effects of financial development on foreign direct investment. *Journal of Development Economics*, 127 (4), 153–168.
- Estoche, S. (2003) : « Analyses empiriques des déterminants de la croissance à long terme » Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Paris I.
- Gabriel, B. (2015). The Impact of Intellectual Property Rights on Foreign Direct Investment, *The Columbia Journal of World Business*, 31(1), 50–59.

Gemmell, N. (1996). Evaluating the Impacts of Human Capital Stocks and Accumulation on Economic Growth: Some New Evidence. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 58(8), 9–28.

Glaeser, E., La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F. & Shleifer, A. (2004). Do Institutions Cause Growth? Working Paper, 105(3), 68 -89.

Gwartney, J. & Lawson, R. (2003). The Concept and Measurement of Economic Freedom. *European Journal of Political Economy* , 19(3), 405–430.

Heritage Foundation (2018), *Index of Economic Freedom*, The Heritage Foundation, Washington, DC.

Hou, Y. & Wang, Y. (2017), Yilmazkuday, Gravity channels in trade.

Hsieh, C. & Parker, J. (2007). Taxes and Growth in a Financially Underdeveloped County: Evidence from Chilean Investment Boom. *Economica*, 8(1), 1-40.

Keen, M. & Marchand, M. (1996). Fiscal Competition and the Pattern of Public Spending. *Core Discussion Paper*, 96-101.

Midjiyawa, A. G. (2015). What Drives Foreign Direct Investments in Africa? An Empirical Investigation with Panel Data. *African Development Review*, 27(4), 392–402.

Miles, M. A. & Beach, E. A. (2006). *Index of Economic Freedom*. Washington, DC: Heritage Foundation, 543.

Malthus, T. (1798), *An Essay on the Principle of Population*. London: Johnson.

Mankiw, G., Romer, D., & Weil, D. (1992). Une contribution aux empirismes de la croissance économique. *Trimestriel Journal of Economics*, 107(2), 407-437.

Ngouhou, I. (2008) : « Les investissements directs étrangers en Afrique centrale : attractivité et effets économiques ». Thèse de doctorat en économies et finances. Université du Sud Toulon Var.

Razin, A., Sadka, E. & Yuen, C. (1999). An Information-based Model of FDI: The Gains from Trade Revisited. *International Tax and Public Finance*, 6(3), 579–96.

Stiglitz, J. E. (2000). Capital Market Liberalization, Economic Growth, and Instability. *World Development*, 28(6), 75–86.

Stoian, C. (2013). Extending dunning's investment development path: the role of home country institutional determinants in explaining outward foreign direct investment. *International Business Review*, 22(3), 615–637.

Stoian, C. & Mohr, A. (2016). Outward foreign direct investment from emerging economies: Escaping home country regulative voids, *International Business Review and location. Journal of International Business Studies*, 38(4), 556–572.

Xu, T. (2018). Economic freedom and bilateral direct investment. *Economic Modelling*, 3(3), 27-42.

Zucman, G. (2014). Taxing across Borders: Tracking Personal Wealth and Corporate Profits. *Journal of Economic Perspectives*, 28(4), 21-48.

ANNEXES

Annexe 1: Bases de données compilée des variables

POP	PIBHT	FBCF	EDU	BUSSFR	IDE_PIB	log_POP	log_PIBHT	log_BUSSFR	FISFR1	Log_FISFR
13929575	2187,79459	13,296	25,71	55	0,0756165	7,14393787	3,34000654	1,74036269	51,1	1,7084209
14317191	2233,11715	14,24	25,61	55	0,96368474	7,15585782	3,34891151	1,74036269	51,3	1,71011737
14709961	2288,99354	15,13	23,81	55	0,72308704	7,16761152	3,35964457	1,74036269	51	1,70757018
15108630	2337,69193	15,045	24,55	55	2,02683786	7,17922509	3,36878728	1,74036269	50,9	1,70671778
15514249	2369,05388	15,427	25,93	55	-0,13836595	7,19073076	3,37457494	1,74036269	50,9	1,70671778
15927713	2403,86386	17,625	26	55	1,57985255	7,20215342	3,38090987	1,74036269	50,6	1,70415052
16349364	2447,58635	19,906	32,03	55	-0,11240785	7,21350086	3,38873802	1,74036269	50,4	1,70243054
16779434	2480,46261	20,169	27,86	55	4,34292313	7,22477731	3,39453269	1,74036269	50,4	1,70243054
17218591	2514,63599	17,277	29,4	55	2,29666198	7,23599761	3,40047513	1,74036269	50,2	1,70070372
17667576	2541,45422	20,391	26,16	55	0,38932519	7,24717697	3,40508229	1,74036269	50,4	1,70243054
18126999	2533,93588	16,769	26,62	55	1,35701968	7,25832591	3,40379562	1,74036269	69	1,83884909
18597109	2549,51042	14,298	23,15	40,3	0,30517479	7,26944544	3,40645679	1,60530505	69,4	1,84135947
19078100	2566,14382	15,039	31,74	41	0,84653983	7,28053512	3,40928099	1,61278386	69,5	1,8419848
19570418	2573,7363	16,061	35,92	40,3	0,07917853	7,2916001	3,41056405	1,60530505	71,8	1,85612444

Annexe 2: test de corrélation des variables

	IDE_PIB	BUSSFR	FISFR1	PIBHT	FBCF	EDU	POP
IDE_PIB	1.0000						
BUSSFR	0.0143	1.0000					
FISFR1	0.2500	-0.0449	1.0000				
PIBHT	-0.0104	0.1926	0.5420	1.0000			
FBCF	0.6764	0.0332	0.3038	0.4673	1.0000		
EDU	0.0826	0.3216	0.2047	0.2544	0.2432	1.0000	
POP	-0.2068	-0.3137	-0.2744	-0.4918	-0.3241	-0.1432	1.0000

Annexe 3 : statistique descriptive des variables

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
IDE_PIB	132	7.774598	18.96678	-8.589432	161.8238
BUSSFR	118	48.66017	10.46826	24.9	70
FISFRI	118	62.09153	11.92047	45.9	92.7
PIBHT	126	9655.534	12797.95	565.5954	50640.18
FBCF	132	26.94255	15.47471	5.887	95.169
EDU	126	31.16341	15.06403	6.52	56.4
POP	126	6368896	6368094	448332	2.33e+07

Annexe 4 : TEST DE STATIONNARITE

Investissement Direct Etranger

Method	Statistic	Prob.**	Cross- Sections	Obs
Null: Unit root (assumes common unit root process)				
Levin, Lin & Chu t*	-3.66828	0.0001	6	114
Null: Unit root (assumes individual unit root process)				
Im, Pesaran and Shin W-stat	-7.04033	0.0000	6	114
ADF - Fisher Chi-square	67.0054	0.0000	6	114
PP - Fisher Chi-square	267.897	0.0000	6	120

Annexe 5 effet de la liberté fiscale sur l'attractivité des IDE en CEMAC

```
. xtabond IDE1 FISFR1 log_PIBHT FBCF1 EDU1 log_POP , lags(1) artests(2)

Arellano-Bond dynamic panel-data estimation      Number of obs      =          75
Group variable: CODE                             Number of groups   =           6
Time variable: ANNEES

Obs per group:
    min =          11
    avg =         12.5
    max =          14

Number of instruments =          76                Wald chi2(6)       =         43.69
                                                    Prob > chi2        =         0.0000
```

One-step results

IDE1	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
IDE1						
L1.	.2167556	.0869979	2.49	0.013	.0462429	.3872683
FISFR1	.0337478	.0212468	1.59	0.112	-.0078952	.0753908
log_PIBHT	4.285818	1.373024	3.12	0.002	1.594741	6.976895
FBCF1	1.462376	.4643888	3.15	0.002	.5521906	2.372561
EDU1	1.82062	.8337389	2.18	0.029	.1865221	3.454719
log_POP	-13.11766	4.03438	-3.25	0.001	-21.0249	-5.210423
_cons	58.86042	22.01784	2.67	0.008	15.70623	102.0146

Instruments for differenced equation

GMM-type: L(2/.) IDE1

Standard: D.FISFR1 D.log_PIBHT D.FBCF1 D.EDU1 D.log_POP

Instruments for level equation

Standard: _cons

Arellano-Bond test for zero autocorrelation in first-differenced errors

Order	z	Prob > z
1	-1.7903	0.0734
2	1.4501	0.1470

H0: no autocorrelation